Sévères regards d'experts sur le sort réservé à Gulnara Karimova

JUSTICE Le Groupe de travail sur la détention arbitraire de l'ONU dénonce les jugements expéditifs prononcés à Tachkent contre la fille de l'ancien président ouzbek. De quoi compliquer encore davantage le procès qui doit avoir lieu en Suisse

FATI MANSOUR

C'est un nouveau caillou dans la chaussure du Ministère public de la Confédération (MPC), qui attend toujours de soutenir l'accusation au procès de Gulnara Karimova, la fille de feu l'ancien président ouzbek, accusée d'avoir dirigé une organisation criminelle baptisée «l'Office», pratiqué les pots-de-vin à grande échelle dans le secteur des télécommunications et dissimulé des sommes astronomiques via des sociétés écrans, des coffres-forts ou encore de l'immobilier. Ce caillou prend désormais la forme d'un avis du Groupe de travail sur la détention arbitraire de l'ONU, qui porte un regard sévère sur les procès intentés à Tachkent contre cette célèbre détenue, condamnée à une peine de 13 ans de prison dans son pays. Reste à savoir si le constat de ces graves violations aura une portée autre que symbolique là-bas, mais aussi en Suisse où les reproches s'appuient en partie sur ces jugements vicieux.

Saisis par les avocats genevois de «la princesse», Mes Grégoire Mangeat, Fanny Margairaz et Romain Wavre, les experts onusiens ont publié fin juin une opinion de 15 pages. Celle-ci conclut que les droits à un procès équitable n'ont pas été respectés lors des trois procès ouzbeks (pas de défense effective, des débats expéditifs, une opacité totale) et que la détention de Gulnara Karimova, arrêtée en 2014, est dès lors arbitraire. Le Groupe de travail rappelle cette République d'Asie centrale à ses obligations et lui demande de le tenir informé des suites qui seront données.

«Simulacres de jugements»

Pour la défense, cet avis «vient confirmer ce que [sa] cliente plaide du fond de sa cellule depuis une décennie». Les avocats appellent à la libération immédiate de la désormais quinquagenaire tout en soulignant que cet avis est aussi «un désaveu» pour le MPC, qui s'est appuyé sur ces «simulacres de jugements» pour confisquer des centaines de millions de dollars et pour rédiger son acte d'accusation. Contacté à propos de l'avis onusien et des passages concernés, le MPC «prend acte du rapport» et rappelle que le Tribunal pénal fédéral (TPF) est désormais seul compétent pour toute autre information. Cette expertise onusienne n'est pas la seule complication venant rattraper ce

dossier tentaculaire. Celui-ci occupe la justice suisse depuis juillet 2012, a conduit à la récusation d'un procureur fédéral parti s'entretenir avec l'Etat ouzbek hors de tout cadre procédural, a valu à Me Mangeat d'être persona non grata à Tachkent pour cause de défense trop combative (c'est en passe de s'arranger moyennant l'engagement de respecter l'ordre établi) et a déjà amené le TPF (dans des procédures connexes) à écarter plusieurs décisions rendues à Tachkent en raison de leur «très faible valeur probante».

Pas de quoi décourager le MPC, qui a condamné quatre personnes par ordonnances pénales (pour blanchiment et faux dans les titres), confisqué environ 340 millions de francs en vue de leur restitution (des accords ont été signés dans ce sens via un fonds d'affectation spéciale destiné à éviter que l'argent n'aille garnir d'autres poches et il reste encore environ 400 millions sous séquestre), bouclé son instruction après moult péripéties et renvoyé en jugement la grande prêtresse de «l'Office» ainsi que l'ex-directeur général de la filiale ouzbèke d'une société russe de télécommunications pour toute une série d'infractions commises en 2005 et 2013. Ce renvoi date du 28 septembre 2023 et aucun procès ne pointe encore à l'horizon.

Pour la défense, cet avis «vient confirmer ce que [sa] cliente plaide du fond de sa cellule depuis une décennie»

Un procès qui vire d'ailleurs au casse-tête pour plusieurs raisons. Tout d'abord, Gulnara Karimova est toujours détenue et sa peine devrait arriver à échéance en décembre 2028 (sauf si l'Ouzbékistan se plie aux injonctions des experts). La fille de l'ancien président ne sera toutefois pas autorisée à quitter le territoire pour assister à son procès, même une fois libérée. Selon les informations transmises au TPF, les personnes qui ont une obligation financière envers l'Etat n'ont pas le droit de quitter l'Ouzbékistan: «En l'espèce, la prévenue ne pourra sortir du territoire ouzbek qu'après s'être acquittée de la dette correspondant au remboursement des fonds auquel elle a été condamnée par les autorités nationales.» Pas de transfert possible donc et

l'audition par vidéoconférence, un temps envisagée, semble désormais écartée. C'est sans doute pour cette raison que la Cour des affaires pénales a innové en assistant à une sorte d'audience préliminaire à Tachkent en début d'année, comme l'a révélé la NZZ, alors que les débats ne sont même pas encore agendés à Bellinzone. Des questions ont dû être préparées et envoyées plusieurs mois à l'avance, des témoins ont aussi été entendus et confrontés, le tout piloté par ces mêmes autorités judiciaires ouzbèkes.

Un procès transformé en mirage

Pour couronner le tout, le TPF, dans un arrêt du 12 mai dernier, vient d'ordonner la jonction de deux procédures. Celle visant Gulnara Karimova et l'ancien directeur général avec celle menée contre l'ex-gestionnaire auprès de l'unité clientèle privée de Lombard Odier, accusé de blanchiment aggravé, et la banque elle-même, poursuivie pour n'avoir pas pris les mesures raisonnables et nécessaires afin d'empêcher les activités de son ancien employé.

Le MPC était le seul à ne pas vouloir de cette jonction. Il avait notamment demandé une suspension afin de mener des discussions avec la banque afin de trouver une solution. Mais la cour a refusé toute mesure de ce type en précisant que le parquet n'était plus investi de la direction de la procédure. Elle a fusionné les causes en raison de l'évidente connexité des faits et du contexte global (57 pages sont consacrées à la structure de «l'Office» dans les actes d'accusation).

Cette décision va sans doute susciter une avalanche de requêtes du côté des prévenus en fonction de la lecture de «l'autre» dossier. Contactée, la banque Lombard Odier ne souhaite pas commenter une procédure en cours. Me François Canonica, à la défense de l'ancien gestionnaire, non plus. Me Alec Reymond, avocat de l'ancien directeur général russo-ouzbek, prend moins de gants: «Une fois de plus, le MPC a compliqué et ralenti la marche de la justice en menant en parallèle plusieurs enquêtes qui portent exactement sur le même sujet. Il faut se réjouir de constater que pour les juges fédéraux ces disjonctions complètement artificielles ne sont pas admissibles.»

Et Me Reymond d'ajouter: «Sur le fond, mon client persiste à ne pas comprendre comment la Suisse peut collaborer avec un Etat qui, de notoriété publique, foule aux pieds les droits de la défense et les principes de l'Etat de droit.» Un client désormais réfugié à... Moscou. ■

MAIS ENCORE

Une commission contre des alternatives aux F-35

La commission de la politique de sécurité du Conseil national tient aux avions de combat F-35. Lors d'une séance extraordinaire, elle a refusé plusieurs demandes pour trouver des alternatives. (ATS)

Filière bilingue, un succès biennois

ÉCOLES Si, à Berne, l'expérience des classes français-allemand a tourné court, à Bienne, elle est un succès, aussi bien auprès des parents que sur le plan pédagogique

MICHEL GUILLAUME

Elles et ils se prénomment Adam, Lionel, Daniel, mais aussi Kaleb, Sipan, Imran, Ilian, Hava, Kadija, Reissa ou encore Soren. Toutes et tous font partie des quelque 500 élèves scolarisés en classes primaires et secondaires dans le cadre de la «Filière bilingue» (FiBi) biennoise par immersion. Suivi scientifique, ce projet, loin de ne s'adresser qu'à des «enfants de parents privilégiés socialement», donne entière satisfaction, alors que la ville de Berne vient de décider de mettre un terme à une expérience semblable. Quelle est donc la recette biennoise, qui a attiré dans le Seeland des délégations non seulement de presque tous les cantons suisses, mais aussi de France, des Etats-Unis et même du Japon?

À la Direction biennoise des écoles, Emanuel Gogniat a accompagné le projet dès 2016. «Ce fut beaucoup de travail, mais jamais je n'ai eu l'impression que la mission était impossible.» Au début, il a fallu surmonter l'écueil des divergences entre les deux plans d'étude, le PER pour les Romands et le Lehrplan 21 pour les Alémaniques. Principale différence: les Romands consacraient beaucoup plus d'heures à l'enseignement de la langue académique française que les Alémaniques à celle de Goethe.

«En élaborant la grille horaire des leçons, nous avons trouvé un compromis qui a été validé sans modification par la Direction de l'instruction publique du canton, relève Emanuel Gogniat. La mise en place du Lehrplan 21 alémanique dès 2018 a d'ailleurs rapproché les deux plans d'étude plutôt qu'elle ne les a éloignés.»

Mixité des classes renforcée

En 2019, Bienne a renforcé la mixité des classes. «Pour tordre le cou au risque d'élitisme du projet que ses détracteurs nous reprochaient, nous avons modifié la composition des classes. Nous sommes passés d'un 7-7-7 initial au 6-6-9, soit six élèves francophones, six germanophones et neuf allophones», insiste Carole Strähl, codirectrice alémanique de la filière bilingue primaire située aux Prés Ritter. Celle-ci accueille des élèves de 38 nationalités différentes.

Cette FiBi n'évolue cependant pas sur une autre planète, ainsi que la vit au quotidien la jeune enseignante Mathilde Latscha. «Bien sûr, l'enseignement des deux langues y est plus poussé dès l'école enfantine que dans les classes monolingues. Mais nous ne vivons pas dans un autre monde, comme beaucoup de gens l'imaginent. Nous sommes confrontés aux mêmes problèmes

que les autres écoles de la ville», constate-t-elle. Les élèves allophones ne sont pas non plus «largués» par l'immersion linguistique. «Il est rarissime que des enfants allophones ne comprennent pas ce qu'ils ont à faire, pas plus que les francophones ou les germanophones. Et lorsque cela arrive, ce sont des camarades qui les aident», raconte Mathilde Latscha.

Collaboration, entraide, respect des diversités: «Il existe une culture FiBi. Ici, personne ne travaille pour soi-même. Nous nous appliquons toutes et tous à rassembler les diverses sensibilités culturelles et les méthodes de travail», affirme Carole Strähl. Que les enseignants alémaniques travaillant au début du projet davantage en ateliers dans les classes alors que leurs collègues francophones privilégiaient plutôt l'enseignement frontal n'a pas posé de problème: «C'était un enrichissement», clame-t-on fièrement.

Pédagogiquement convaincant

Cette filière d'immersion connaît d'ailleurs moins de problèmes de recrutement que les autres écoles, malgré l'actuelle pénurie d'enseignants. En août 2018, les deux Hautes Ecoles pédagogiques (celle de l'espace Bejune pour les Romands et HP Bern pour les Alémaniques) ont créé un cursus spécifique pour l'enseignement bilingue. Une cinquantaine d'étudiants le fréquentent actuellement. «Les diplômées et diplômés sont en mesure d'enseigner dans la langue cible, de transmettre des repères culturels, de garantir une efficacité des programmes d'enseignement, mais aussi de constituer des figures inspirantes pour les élèves», souligne Karine Pelletier Veya, vice-rectrice de l'HEP-Bejune. Et comme les étudiants passent un tiers de leur formation en stages pratiques, notamment à Bienne, la FiBi en profite pour les recruter lorsqu'ils postulent.

Suivie de près scientifiquement, l'expérience biennoise convainc. «Les élèves de la FiBi ont généralement des compétences significativement meilleures dans la langue seconde, soit l'allemand pour les Romands et le français pour les Alémaniques, résume Emanuel Gogniat. Mais l'immersion ne prêterait pas les compétences de la langue première, ni l'apprentissage des mathématiques, qui a aussi été évalué.»

Tous les feux sont donc au vert dans l'optique de pérenniser l'expérience pilote, limitée pour l'heure à 2027, ce d'autant plus que la filière bilingue est plébiscitée par les parents. La demande est trois fois plus forte que l'offre. «Il est difficilement imaginable de ne pas prolonger la filière bilingue alors que les autorités biennoises affichent leur bilinguisme comme un atout pour la promotion de la ville», conclut Carole Strähl. ■

Le Conseil d'Etat défend la nouvelle patinoire

GENÈVE La hausse des coûts du futur écran de Genève-Servette déplaît à une partie des élus, à gauche comme à droite. Mais le gouvernement souligne les avantages du projet. L'ouverture est espérée en 2030-2031

FRÉDÉRIC JULLIARD

En entendant parler de «deux glaces», le Conseil d'Etat et les journalistes présents ont salivé hier après-midi, alors qu'ils transpiraient à grosses gouttes dans une salle surchauffée de la rue de l'Hôtel-de-Ville. Il ne s'agit pas de desserts, mais du projet de patinoire que le canton espère voir construire au Trèfle-Blanc, à Lancy, non loin du Stade de Genève. Trois conseillers d'Etat ont présenté le projet de loi de financement pour l'infrastructure, dont le canton serait le maître d'œuvre et le Genève-Servette Hockey Club (GSHC) le principal locataire. Les deux glaces en question sont la patinoire principale, avec ses 8500 places, et une surface secondaire, d'environ 200 places, servant aux entraînements et accessible au public. Coût de l'investissement: 275,5 millions de francs, auxquels s'ajoutent les 17 millions déjà engagés pour les crédits d'étude et de pré-

paration. Ouverture espérée en 2030 ou 2031.

Si le projet était connu, le président du Conseil d'Etat, Thierry Apothéloz, a voulu convaincre de son importance et démontrer qu'il servirait à la population en général, et non au seul GSHC. Aujourd'hui, l'historique patinoire des Vernets se révèle à la fois inadaptée au haut niveau (seule la perspective d'une nouvelle infrastructure pousse la ligue à donner une dérogation au GSHC pour y jouer) et insuffisante pour les juniors ou la pratique populaire du hockey. Fort de ce constat, le Conseil d'Etat s'approprie à défendre le crédit de 275 millions devant le Grand Conseil, en septembre ou en octobre. Avant d'affronter un possible référendum.

Emplacement idéal

Car le prix du projet fait grincer des dents. À droite, le PLR juge les retards et l'augmentation des coûts inacceptable. Il réclame un nouveau concours d'architecture. À gauche, des Verts jugent le projet surdimensionné. Le Trèfle-Blanc risque de devenir aux yeux de certains un «éléphant blanc», soit l'un de ces grands projets que Genève adore rejeter dans les urnes.

Pour éviter une telle issue, le Conseil d'Etat affûte ses arguments. Outre le besoin avéré pour le GSHC, club récemment titré champion de Suisse et d'Europe, le gouvernement mise sur l'emplacement idéal de la future patinoire, à l'entrée sud de la ville, desservie par le Léman Express, le tram, des bus et une sortie d'autoroute. Construire la patinoire permettrait de bâtir en dessous un parking de 1000 places, servant à la fois aux spectateurs les soirs de match et de parking relais la semaine, les pendulaires pouvant ainsi continuer en transports publics. Le projet permettrait «de renforcer le pôle de mobilité du Bachet», dont l'arrêt de Léman Express rencontre déjà un immense succès, souligne Pierre Maudet, chargé des Mobilités.

Concernant le prix, le chef du Département du territoire, Antonio Hodgers, relève que «la patinoire seule coûtera 232 millions», soit un montant similaire aux autres grandes infrastructures du genre dans le pays. «Nous sommes convaincus que c'est le meilleur projet pour Genève», assure Thierry Apothéloz. Reste à convaincre un canton qui vibre pour son équipe de hockey, mais nettement moins pour les grands projets. ■

EN BREF

Le Service de renseignement de la Confédération sonne l'alarme

La Suisse fait face à une triple accélération des menaces: géopolitique, technologique et géo-économique, a souligné hier Christian Dussey, le directeur du Service de renseignement de la Confédération, selon qui «nous n'avons jamais vu une telle densité de menaces». Au niveau géopolitique, les conflits dégénèrent brutalement, la technologie évolue à une vitesse fulgurante et la situation géo-économique peut changer en quelques heures, a souligné Christian Dussey. ATS